



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
26 mars 2004  
Français  
Original: anglais

---

### Exposé succinct du Secrétaire général sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur l'état d'avancement de leur examen

#### Additif

Conformément à l'article 11 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/2004/20 du 14 février 2004 et S/2004/20/Add.4 du 5 mars 2004.

Au cours de la semaine qui s'est achevée le 21 février 2004, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

**Mission du Conseil de sécurité** (*voir* S/2003/40/Add.24, 27, 29 et 45; et S/2004/20/Add.3)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 4911<sup>e</sup> séance, tenue le 17 février 2004, comme convenu lors de consultations préalables; il était saisi du rapport intérimaire du Secrétaire général sur les recommandations de la mission du Conseil de sécurité en Afrique centrale (S/2004/52).

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants du Burundi, de l'Égypte, de l'Irlande, du Japon, de la République arabe syrienne et du Rwanda, à leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président, avec l'assentiment du Conseil et comme convenu lors de consultations préalables, a adressé une invitation en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil à M. Tuliameni Kalomoh, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

#### **La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine**

(*voir* S/2000/40/Add.39, 44, 46, 47 et 50; S/2001/15/Add.11 à 13, 34 et 50; S/2002/30/Add.7, 8, 10, 12 à 15, 17, 23, 24, 28, 29, 37, 38, 45 et 50; S/2003/40/Add.2, 6, 11, 15, 20, 23, 28, 33, 37, 41, 42, 46 et 49; S/2004/20/Add.2; *voir également* S/7382, S/7441, S/7452, S/7564, S/7570, S/7596, S/7600, S/7913, S/7923, S/7976, S/8000, S/8048, S/8066, S/8215, S/8242, S/8252, S/8269, S/8502, S/8525, S/8534, S/8564, S/8575, S/8584, S/8595, S/8747, S/8753, S/8807, S/8815, S/8828, S/8836, S/8885, S/8896, S/8960, S/9123, S/9135, S/9319, S/9382, S/9395, S/9406, S/9427 et Corr.1, S/9449, S/9452, S/9805, S/9812, S/9930, S/10327, S/10341, S/10554, S/10557, S/10703, S/10721, S/10729, S/10743, S/10770/Add.4, S/10855/Add.15, 16,



23, 24, 29, 30, 33, 41, 43, 44 et 50; S/11185/Add.14 à 16, 21, 42/Rev.1 et 47; S/11593/Add.15, 21, 29, 42 et 49; S/11935/Add.2 à 4, 12, 18 à 21, 23 à 26, 42, 44, 45 et 48; S/12269/Add.12, 13, 21, 42, 43 et 48; S/12520/Add.10, 11, 17, 21, 37, 39, 42, 47 et 48; S/13033/Add.2, 9 à 11, 16, 19, 21, 23, 25, 28, 29, 33, 34, 47 et 50; S/13737/Add.7, 8, 13 à 18, 20 à 22, 24 à 26, 33, 47 et 50; S/14326/Add.10, 11, 20, 24, 28, 29, 47 et 50; S/14840/Add.1 à 4, 8, 12, 13, 15, 16, 21 à 25, 27, 30 à 33, 37, 42, 45 et 48; S/15560/Add.3, 6, 7, 20, 21, 29 à 31, 37, 42, 45, 47 et 48; S/16270/Add.6 à 8, 15, 20, 21, 34, 35, 40 et 47; S/16880/Add.8 à 10, 15, 20, 21, 36, 40, 41 et 46; S/17725/Add.2 à 4, 15, 21, 28, 35, 38, 43 et 47 à 49; S/18570/Add.2, 21, 30, 47 et 49 à 51; S/19420/Add.1 à 5, 13, 15, 18, 19, 22 et Corr.1, 30, 48 et 50; S/20370/Add.4 à 6, 12, 16, 21, 22, 26, 30, 32, 34, 37, 44, 46, 47 et 51; S/21100/Add.4, 10, 12, 17, 20, 21, 30, 39, 40, 42, 44, 45 et 47 à 50; S/22110/Add.4, 12, 20, 21, 30 et 47; S/23370/Add.1, 4, 7, 13, 21, 30, 47 et 50; S/25070/Add.4, 21, 30 et 48; S/1994/20/Add.3, 8, 10, 20, 29 et 47; S/1995/40/Add.4, 8, 18, 19, 21, 29 et 47; S/1996/15/Add.4, 15, 21, 30, 38 et 47; S/1997/40/Add.4, 9, 11, 21, 30 et 46; S/1998/44/Add.4, 21, 26, 28, 30 et 47; S/1999/25/Add.3, 20, 29 et 46; S/2000/40/Add.4, 15, 20, 21, 24, 29 et 47; S/2001/15/Add.5, 22, 31 et 48; S/2002/30/Add.4, 21, 30 et 50; S/2003/40/Add.4, 25, 30, 40 et 51; et S/2004/20/Add.4)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 4912<sup>e</sup> séance, tenue le 18 février 2004, comme convenu lors de consultations préalables.

Le Président, avec l'assentiment du Conseil et comme convenu lors de consultations préalables, a adressé une invitation en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil à M. Terje Roed-Larsen, Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général.

**La situation au Timor-Leste** (voir S/11593/Add.50 et 51; S/11935/Add.15 et 16; S/1999/25/Add.17, 22, 25, 30, 33 à 36, 42 et 50; S/2000/40/Add.4, 11, 16, 20, 25, 29, 30, 34, 35, 37, 38, 40 et 46 à 48; S/2001/15/Add.4, 5, 14, 20, 31, 34, 37 et 44; S/2002/30/Add.4, 16, 17, 19, 20, 32 et 45; S/2003/40/Add.10, 13, 17, 20 et 41; voir également S/2001/15/Add.43; S/2002/30/Add.3 et 18; et S/2003/40/Add.19)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 4913<sup>e</sup> séance, le 20 février 2004, comme convenu lors de consultations préalables; il était saisi du rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (S/2004/117).

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants de l'Australie, de Fidji, de l'Indonésie, de l'Irlande, du Japon, de la Malaisie, de la Nouvelle-Zélande, du Portugal, de la République arabe syrienne, de la République de Corée, de Singapour, de la Thaïlande et du Timor-Leste, à leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président, avec l'assentiment du Conseil et comme convenu lors de consultations préalables, a adressé une invitation en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil à M. Jean-Marie Guéhenno, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

En réponse à la demande formulée par le Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies dans une lettre datée du 18 février 2004 (S/2004/120), le Président, avec l'assentiment du Conseil, a adressé en vertu de

l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil une invitation à M. João Augusto de Médicis, Secrétaire exécutif de la Communauté des pays de langue portugaise.

---